



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT.

CE DOCUMENT CONTIENT UNE CONDITION
DE SÉCURITÉ.

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Infrastructure Maintenance and Solution Services
Division (FK)

L'Esplanade Laurier,

East Tower 4th Floor

L'Esplanade Laurier,

Tour est 4e étage

140 O'Connor, Street

Ottawa

Ontario

K1A 0R5

Title - Sujet FIRM-1272 Grounds Maintenance	
Solicitation No. - N° de l'invitation EJ196-190315/B	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 20190315	Date 2019-06-21
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FK-279-77177	
File No. - N° de dossier fk279.EJ196-190315	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-07-08	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ladouceur, Joanne	Buyer Id - Id de l'acheteur fk279
Telephone No. - N° de téléphone (613) 296-4701 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification à l'invitation à soumissionner vise à fournir les détails relatifs à la visite des lieux et à la conférence des soumissionnaires tenues le 17 juin 2019.

1. Points relatifs à la visite des lieux et à la conférence des soumissionnaires

- On fait le tour de l'ensemble des champs de tir et des routes périphériques. Aucune question n'est soulevée par les entrepreneurs.
- Joanna Wichers aborde les aspects suivants :
 - Elle informe les entrepreneurs de la raison pour laquelle on a lancé un nouvel appel d'offres : c'est-à-dire pour ajouter des travaux relatifs aux champs de tir à la commande subséquente et parce qu'il y a beaucoup de travaux liés à la commande subséquente à réaliser sur le site.
 - Elle explique que les besoins opérationnels ont préséance.
 - Les tâches de tonte de gazon sont différentes de celles d'autres sites : le gazon doit être tondu tous les jours, il faut commencer tôt, finir tard et travailler derrière les champs de tir où se déroulent des exercices de tir, etc.
 - Les conditions hivernales peuvent être mauvaises en raison de la poudrerie et changer rapidement.
 - Il y a beaucoup d'animaux sauvages sur le site.
 - Il incombe à l'entrepreneur de planifier sa journée.

Joanne Ladouceur aborde les aspects suivants :

- Elle passe en revue le processus d'appel d'offres, la date de clôture, la proposition technique, etc.
- Elle indique que pour les soumissions à remettre en mains propres, il faut présenter trois exemplaires de la proposition technique et un exemplaire de la proposition financière, comme il est indiqué dans la demande de propositions.
- Elle rappelle aux soumissionnaires de veiller à ce que les personnes proposées dans la proposition technique soient également mentionnées dans la partie 6 : Exigences relatives à la sécurité.

Aucune question n'est soulevée par les entrepreneurs participant à la conférence des soumissionnaires.

2. Les états ne faisaient pas partie du contrat existant. L'Énoncé des travaux a été modifié afin d'inclure les états, comme suit :

SUPPRIMER l'annexe A – Énoncé des travaux au complet.

INSÉRER l'annexe A modifiée – Énoncé des travaux au complet.

**Toutes les autres modalités et conditions restent les mêmes.
ame.**

Modifié Annexe A - Énoncé des travaux

Travaux publics et	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	
Services gouvernementaux	Déneigement/Entretien paysager	Dossier n° : EJ196-190315
Canada	Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire	Page 1 de 27

DEVIS D'ENTRETIEN DES TERRAINS

SECTION 1 – CHAMP D'APPLICATION

1.1 Objectif

Le but de cet énoncé des travaux (EDT) est de fournir au Polygone de Connaught et centre d'entraînement avec des services d'entretien de terrains à longueur d'année et de services d'entretien des champs de tir extérieurs au pistolet et à la carabine et des installations d'entraînement au combat.

1.2 Contexte

Polygone de Connaught et centre d'entraînement est un grand complexe avec de nombreuses zones de formation, de bâtiments fédéraux et leurs occupants. Le travail principal effectué sur le site se rapporte à la formation militaire et policière. Il y a jusqu'à mille (1000) cadets vivant sur le site pendant les mois d'été. Le site est très fréquenté en tout temps par de nombreuses personnes qui se promènent.

Les exigences opérationnelles nécessitent de la flexibilité pour travailler sur le site. Selon le type de formation au champ de tir, le modèle de sécurité permettra de déterminer quels sont les zones sur le côté et à l'arrière du champ de tir qui sont disponibles pour y travailler. La zone de la base, y compris la course à obstacles, est également utilisée pour les exercices d'entraînement et le travail dans ces zones doit être également prévu pour assurer que les travaux en vertu du présent contrat ne portent pas atteinte aux exigences opérationnelles.

1.3 Sécurité

Le site est un centre d'entraînement au tir réel actif. L'entrepreneur doit démontrer des pratiques de travail sécuritaires et assurer à ce que tous les employés sont informés et formés sur les procédures de sécurité des munitions. Les procédures de sécurité seront fournies par le ministère de la Défense nationale (MDN).

SECTION 2 - EXIGENCES

2.1 Pesticides

1.1 L'entrepreneur doit respecter le chapitre 2-15, Directive sur les pesticides, du Manuel de gestion du personnel du Conseil du Trésor, http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_119/chap2_15_f.asp ainsi que les règlements fédéraux et provinciaux. Aucun pesticide ne doit être utilisé ou entreposé sur le site sans la réception au préalable d'une autorisation écrite de l'autorité technique. L'entrepreneur devra fournir un préavis à l'autorité technique lorsque la pulvérisation aura lieu afin que les inspections de suivi puissent être planifiées.

1.2 Documentation

L'entrepreneur doit avoir un permis pour travailler dans la province de l'Ontario. L'entrepreneur doit fournir une copie valide du permis d'opération antiparasitaire de l'entreprise pour la province de l'Ontario. Les techniciens de l'entrepreneur doivent être en possession d'un permis valide d'applicateur de pesticides pour le paysagement de la province de l'Ontario.

L'entrepreneur doit dûment remplir dans son intégralité, le formulaire Système d'enregistrement des pesticides et tout autre document requis immédiatement après la mise en œuvre de toutes mesures antiparasitaires. Soumettre les formulaires intitulés Système d'enregistrement des pesticides dans la journée ouvrable suivant la pulvérisation de tous pesticides (aquacide, vinaigre horticoles, etc.). Les copies des documents exigés seront disponibles au bureau de TPSGC situé au 180, rue Kent, à Ottawa.

Les zones pulvérisées doivent être clairement détaillées sur le formulaire afin de s'assurer que l'autorité technique puisse mener les inspections de suivi nécessaires. Si l'espace fourni sur le formulaire est insuffisant pour décrire les détails concernant les zones pulvérisées, une autre feuille peut être jointe au formulaire.

2.2 Temps de réponse

L'entrepreneur doit fournir à l'autorité technique les numéros de téléphone, y compris de cellulaire, où ses superviseurs peuvent être joints vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine au cas où il y aurait un appel d'urgence.

L'entrepreneur doit prendre les mesures correctives nécessaires pour remédier à toutes lacunes dans l'exécution du présent contrat dans l'heure (1) suivant la réception d'un avis.

L'entrepreneur ne doit pas refuser aucune demande ni aucun appel de service fait par l'autorité technique ou par sa représentante ou son représentant autorisé, tel le Centre national d'appels de service, le gestionnaire de la flotte le Centre national de formation tactique (CNFT) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le gestionnaire de la flotte au 7, Vickers Gun relativement au déneigement et au déglacage.

2.3 Accès au site

SEULS LES EMPLOYÉS DÉTENANT UNE AUTORISATION DE SÉCURITÉ ET AYANT SUIVI LA FORMATION DE SÉCURITÉ NÉCESSAIRE SUR LES CHAMPS DE TIR POURRONT EFFECTUER DES TRAVAUX SUR LE SITE.

Le personnel de l'entrepreneur doit signer à son arrivée et son départ à chaque jour, le registre au bureau de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) – Polygone de Connaught et le centre d'entraînement primaire situé au 31, boulevard Shirley. Les employés qui signent chaque jour le registre feront l'objet d'une vérification au bureau de TPSGC du Polygone de Connaught, et un exemplaire du registre sera transmis toutes les semaines à l'autorité technique.

L'accès au site du Polygone pour l'entretien régulier doit être directement coordonné par l'agent du poste de contrôle du Polygone et l'autorité déléguée de l'entrepreneur. L'accès au site du Polygone et aux zones militaires connexes pour des travaux supplémentaires délivrés en vertu d'une commande subséquente doit être coordonnés par l'autorité technique avec l'agent du poste de contrôle du Polygone en association avec le gestionnaire d'immeubles ou sa/son représentant(e).

L'agent du poste de contrôle du Polygone est le responsable du site du ministère de la Défense nationale (MDN); toutes les activités liées aux exigences opérationnelles ont donc préséance sur toutes les activités liées à l'horaire du programme d'entretien. **Les horaires doivent être**

flexibles. Tous les déplacements sur le site sont contrôlés par le MDN en raison des déplacements des troupes, des activités de tir dans le Polygone et d'explosions de grenades et de petits explosifs dans les zones désignées à cet effet. Certaines activités sont classifiées et/ou restreintes, ce qui pourrait avoir des répercussions sur l'accès au site.

2.4 Aménagement paysager durable

Afin de satisfaire aux obligations en matière d'environnement (conservation du milieu sauvage), l'entrepreneur doit adopter une approche écologique quant aux méthodes et aux matériaux utilisés pour l'entretien paysager, de manière à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à protéger la santé publique grâce à une gestion sécuritaire des matières potentiellement dangereuses et à protéger les sols et les nappes d'eau souterraines.

Afin de réduire les émissions de carbone et la pollution sonore, l'équipement ne sera pas utilisé que si nécessaire. L'entrepreneur doit choisir du matériel et du carburant qui permettent de limiter les émissions de polluants atmosphériques, en plus de s'assurer que tout le matériel utilisé sur le site est entretenu correctement. L'entrepreneur doit nettoyer le matériel avant de l'apporter sur le site, pour éviter d'y faire entrer des espèces envahissantes.

L'entrepreneur doit s'efforcer de réduire au minimum les perturbations et protéger le système de gestion des eaux pluviales et les zones sensibles de la faune situé sur la propriété.

L'entrepreneur doit adopter les meilleures pratiques de gestion du sel.

2.5 Heures de travail

Le site est opérationnel vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine. Pendant les mois d'été, des contraintes de bruit sont imposées autour du camp des cadets, du camp des officiers et du champ de tir Alpha 1. Il est interdit d'utiliser de l'équipement lourd avant 6 h ou après 22 h dans ou autour de ces zones sans avoir obtenu l'autorisation du contrôle des champs de tir.

2.6 Ajout ou suppression de travaux

Il se peut que le Ministère demande à l'occasion des changements aux zones à entretenir en raison de besoins opérationnels, de projets réalisés sur place, de l'aménagement de nouvelles zones à entretenir ou bien de la suppression de zones à entretenir.

2.7 Poubelles

Du 1^{er} avril au 30 novembre, les poubelles ne doivent jamais être pleines à plus de 90 % et doivent être vidées au moins une fois par jour; Du 1^{er} décembre au 30 mars, les poubelles ne doivent jamais être pleines à plus de 90 % et doivent être vidées au moins une fois par semaine. Les sacs à déchets doivent bien s'ajuster à la bordure des paniers grillagés des poubelles. Tous les arrêts de mégot de cigarette seront vidés tous les jours toute l'année.

Le ministère a le droit, à tout moment d'ajouter ou de supprimer des poubelles à tout emplacement sur place, par conséquent, pour les besoins des utilisateurs ou le client sans frais supplémentaires pour le ministère. Si, toutefois, les poubelles sont ajoutés pour les événements spéciaux de durée limitée sur le site et l'entrepreneur est tenu de les maintenir au cours de l'événement spécial, une commande subséquente sera émise pour les travaux supplémentaires.

2.8 Ramasser les déchets

L'entrée et les terrains doivent être exempts de déchets à longueur d'année. Ces déchets comprennent les mégots de cigarettes, les mauvaises herbes, le sable ainsi que les déchets organiques et inorganiques. À la suite du dégel printanier, toutes les surfaces dures et les zones gazonnées doivent être débarrassées des produits de déglacage avant le 15 mai. Les objets suspects ne doivent pas être manipulés; ils doivent plutôt être laissés sur place et leur présence doit être immédiatement signalée à l'agent du poste contrôle.

2.9 Coûts d'évacuation

L'entrepreneur doit assumer tous les coûts d'évacuation/d'élimination de la neige, des feuilles, des déchets et des ordures du site aux termes du présent contrat. L'entrepreneur est responsable de l'élimination de tous les déchets et mauvaises herbes retirés des collecteurs de balles et des champs de tir au pistolet.

2.10 Dommages

L'entrepreneur doit visiter le site des travaux avec l'autorité technique au début de la saison. L'entrepreneur doit demander à l'autorité technique des photos des installations endommagées sur le site. À la fin de la saison, une autre inspection conjointe sera effectuée.

L'entrepreneur doit immédiatement informer l'autorité technique de tous les dommages causés par son personnel, son équipement ou par une tierce partie. L'entrepreneur réparera, à ses frais, tous les dommages qu'il a causés et dans un laps de temps d'un commun accord. Toutes les réparations doivent être effectuées à la satisfaction du responsable du site de TPSGC. L'entrepreneur doit recevoir une confirmation de la part de l'autorité technique que les réparations ont été approuvées.

2.11 Registre d'entretien et inspections par l'entrepreneur

Le registre quotidien de déneigement et le registre quotidien d'entretien paysager doivent être conservés au bureau de TPSGC – Polygone de Connaught situé au 31, boulevard Shirley, afin de consigner les inspections et les travaux réalisés par l'entrepreneur. Toutes les activités pertinentes seront vérifiées et signées par le superviseur de l'entrepreneur chaque jour, et les copies requises envoyées par courrier électronique à l'autorité technique ainsi que la facture mensuelle.

2.12 Identification

Les employés et véhicules de l'entreprise doivent tous être clairement identifiés avec le nom et/ou logo de l'entreprise.

2.13 Véhicules

Tous les véhicules utilisés sur le site doivent être immatriculés par le ministère des Transports de la province, être propres et répondre aux normes de sécurité provinciales. Les employés doivent éviter de conduire ou de se garer sur la pelouse. Tous les véhicules motorisés doivent présenter les caractéristiques de sécurité requises et être en bon état de fonctionnement. L'entrepreneur doit fournir une liste exhaustive de tous les véhicules et de tout l'équipement nécessaires aux travaux sur place sur laquelle figurent la marque, le modèle, le numéro d'identification de véhicule et les numéros d'immatriculation.

2.14 Plan d'exploitation

Le plan d'exploitation sera examiné par l'autorité technique et le responsable du site de TPSGC. Un plan révisé doit être présenté dans une (1) semaine de l'attribution du contrat. L'entrepreneur apportera toute modification nécessaire pour satisfaire aux exigences opérationnelles du site et aux services requis, comme il est décrit dans les normes de qualité et les exigences du site.

Il est nécessaire d'y préciser les heures de travail exactes des employés à temps plein qui doivent être sur place. L'entrepreneur doit pouvoir fournir, au minimum, deux (2) employés de jour à l'année. Aux termes du contrat, les employés à temps plein doivent travailler en conformité avec les règles et les codes du ministère du Travail provincial.

L'entrepreneur accepte que les niveaux de personnel et de l'équipement convenus dans le plan d'exploitation approuvé soient maintenus pendant la durée du contrat d'entretien. L'entrepreneur doit informer l'autorité technique de tout changement de la liste de l'équipement.

L'entrepreneur doit informer par écrit l'autorité technique de tout changement apporté au site dans le jour ouvrable suivant le changement, car il pourrait avoir une incidence sur l'entretien, conformément aux termes du contrat.

2.15 Travaux spéciaux et travaux supplémentaires

L'entrepreneur doit obtenir une autorisation écrite préalable de l'autorité technique, sous la forme d'une commande subséquente, avant d'effectuer tous travaux spéciaux, travaux supplémentaires, d'enlever toute accumulation de neige dépassant 254 cm ou l'enlèvement de la neige à l'extérieur de la saison régulière.

2.16 Santé et sécurité

1. **L'entrepreneur choisi devra présenter un plan de santé et de sécurité propre au site dans un délai de trois (3) jours suivant l'attribution du contrat.** Voici, à titre de référence, un exemple de liste non exhaustive des éléments pouvant être inclus dans ce plan :

- Une évaluation des risques pour la sécurité du site,
*par exemple, les plans de santé et de sécurité peuvent comprendre un contrôle de la circulation dans les cas où les travaux sont exécutés sur une route ou à proximité, les mesures de sécurité pour la tonte sur des pentes abruptes, les procédures liées aux aspects suivants : travaux à proximité de plantes toxiques, comme l'herbe à puce et la berce du Caucase; travaux sur les champs de tir ou selon le modèle de sécurité sur les champs de tir; **intervention en présence de munitions chargées retrouvées sur les champs de tir ou de sols contaminés au plomb**; utilisation de pesticides; travaux à proximité de bassins, de criques et de fosses escarpées où sont recueillies les eaux pluviales, et dans des zones écosensibles; protection contre la poussière et le bruit; travaux dans des zones où la faune est présente et où peuvent se trouver, entre autres, des ours, des chevreuils, des loups, des coyotes, des dindons sauvages, etc.; travaux à proximité des zones où se trouvent les cadets et des zones opérationnels; travaux sur le toit vert;*
- Une analyse des risques pour la santé et la sécurité liés aux tâches et aux activités réalisées sur le site;
- L'utilisation de l'équipement de protection individuelle, notamment pour le travail à proximité de plantes toxiques;

- Les procédures à mettre en œuvre lors de situations d'urgence;
- **Tous les certificats du personnel doivent être joints au plan, notamment les certificats permettant d'effectuer des travaux en hauteur ou de manipuler une scie à chaîne, les certificats de premiers soins, les certificats à la suite d'une formation sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), les certificats attestant que les superviseurs et les employés ont suivi une séance de sensibilisation à la santé et à la sécurité, le permis d'opérateur antiparasitaire et le permis d'épandage de pesticides;**
- **Les fiches signalétiques/feuilles de données normales de l'ensemble des produits utilisés sur place doivent être incluses. Il faut s'assurer qu'elles sont à jour;**
- **Un classeur sera conservé sur place au 31, boulevard Shirley, lequel classeur contient les copies à jour de tous les permis, des certifications de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, du certificat d'assurance de responsabilité civile, des fiches signalétiques, des étiquettes, ainsi qu'une copie de tous les certificats de formation du personnel, dossiers d'entretien, des registres de ravageurs et formulaires système d'enregistrement des pesticides.**

2. Tous les employés doivent suivre une formation en santé et sécurité propre au site ainsi qu'une séance d'information sur la sécurité du contrôle du champ de tir pour connaître les règles et règlements qui s'appliquent aux activités sur les champs de tir et dans la base. L'autorité technique doit coordonner la tenue d'une séance d'information donnée par l'agent de santé et sécurité et l'officier contrôleur des champs de tir à l'intention de l'entrepreneur. Le responsable du site organisera sur le site une réunion obligatoire sur la santé et la sécurité, avant le début de l'été et de l'hiver. Tous les employés de l'entrepreneur affectés au site devront y participer. L'entrepreneur sera chargé d'aviser l'autorité technique de tout changement au sein du personnel de manière à ce qu'une formation en santé et sécurité propre au site puisse être organisée pour les nouveaux employés.

3. Chaque année, soumettre une copie à jour du plan de santé et de sécurité de l'entrepreneur et le plan de santé et de sécurité propre au site. Il devrait s'assurer que la politique en matière de violence et d'harcèlement sont tous les deux datés et signés afin de confirmer qu'ils ont été revus à chaque année selon les exigences.

4. Conditions générales

- .1 Continuer de mettre en œuvre, de maintenir en vigueur et de faire respecter le plan jusqu'à la démobilisation finale du site.
- .2 Toute exemption ou substitution d'une partie ou d'une disposition quelconque du plan révisé de santé et de sécurité propre au site doit être soumise par écrit à l'autorité technique, qui indiquera s'il accepte des changements ou s'il demande des améliorations.
- .3 Mettre à jour le plan de santé et de sécurité, au besoin.

5. Responsabilités

- .1 L'entrepreneur doit assumer la sécurité des personnes et des biens sur le site, la protection des personnes en dehors du site ainsi que la protection de l'environnement si l'exécution des travaux peut avoir des répercussions sur eux.
- .2 Respecter et faire respecter par les employés les exigences en matière de sécurité figurant dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux pertinents, ainsi que le plan de santé et de sécurité particulier au site.

.3 Si une situation ou un risque particulier ou imprévu survient durant l'exécution des travaux, interrompre immédiatement ces derniers et en informer l'autorité technique, de vive voix et par écrit.

6. Correction

- .1 Remédier immédiatement aux cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité constatés par l'autorité technique.
- .2 Remettre à l'autorité technique un rapport écrit des mesures prises pour remédier aux cas de non-conformité constatés en matière de santé et de sécurité.
- .3 L'autorité technique peut ordonner l'arrêt des travaux si l'entrepreneur ne remédie pas aux cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.

7. Accorder à la protection de l'environnement ainsi qu'à la santé et à la sécurité du public et du personnel sur le site priorité sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux.

8. Formation

L'entrepreneur doit fournir un rapport accompagné de preuves documentées attestant que ses employés ont reçu une formation pour faire fonctionner et entretenir le matériel qu'ils utilisent sur place. Le personnel doit avoir reçu une formation sur les meilleures pratiques de gestion du sel et la formation à l'entretien hivernal comprend, liste non limitative : les produits et les technologies de prévention de la glace et de déglacage, les programmes de gestion du sel, les techniques de déneigement adéquates, l'entretien et l'étalonnage du matériel, le choix de matériel permettant d'atténuer les impacts sur l'environnement, l'atténuation de la neige soufflée par le vent et la gestion de l'entretien hivernal. Le personnel doit dater et signer la documentation qu'ils ont reçu la formation. L'entrepreneur fournira à l'autorité technique des dossiers de formation mis à jour pour toute la formation du personnel pendant la durée du présent contrat.

2.17 Exigences en matière de sécurité-incendie

L'entrepreneur ainsi que tous les employés de l'entreprise doivent comprendre cette section et les exigences qu'elle contient:

Il est interdit de faire des feux ou de brûler des déchets sur le site. Il est interdit de fumer dans les endroits dangereux. Des précautions doivent être prises dans les zones non-restrictives pour fumer.

Dans le présent contrat, le terme « chef de la prévention des incendies » renvoie au chef de la prévention des incendies de l'unité ou au représentant que celui-ci a désigné.

La manipulation, l'entreposage et l'utilisation de produits inflammables doivent être régis par le *Code national de prévention des incendies du Canada*. Si le travail nécessite l'usage de substances toxiques ou dangereuses, chimiques et/ou explosives, ces substances doivent être déclarées à l'autorité technique, lequel fera une vérification auprès du chef de la prévention des incendies.

Toute question ou demande de précisions concernant la sécurité-incendie en plus des exigences susmentionnées doit être adressée par écrit à l'autorité technique, lequel fera une vérification auprès du chef de la prévention des incendies. Le chef de la prévention des incendies doit disposer du libre accès au lieu de travail. L'entrepreneur doit coopérer avec ce dernier pendant les

inspections courantes du lieu de travail. L'entrepreneur doit corriger immédiatement toute situation qui présente un risque d'incendie constatée par le chef de la prévention des incendies.

2.18 Superviseurs à plein temps et employés à temps plein

Tâches des superviseurs à plein temps

Les superviseurs à plein temps doivent inspecter le site tous les jours, ou plus souvent si nécessaire, selon les exigences de la Section 3, et hebdomadaire ou plus fréquemment si nécessaire selon les exigences de la Section 4 pour s'assurer que toutes les obligations contractuelles soient respectées.

Les superviseurs à plein temps doivent s'assurer à ce que les employés à temps plein soient sur place pendant les heures obligatoires prévues au plan d'exploitation approuvé. Si, pour une raison quelconque, les employés à temps plein sont absents du site à un certain moment pendant les heures obligatoires prévues au plan d'exploitation, les superviseurs doivent en aviser immédiatement l'autorité technique, verbalement et par écrit, ainsi que l'informer des mesures mise en place pour s'assurer que les travaux se poursuivent.

Tâches des employés à temps plein de jour

Pour toute l'année, au minimum deux employés à temps plein de jour sur le site doivent s'assurer que les travaux d'entretien peuvent être réalisés selon les exigences opérationnelles. Les déchets, y compris les mégots de cigarette, doivent être ramassés de façon continue. Les employés à temps plein doivent également s'assurer à ce que les tâches de déneigement soient réalisées conformément à l'énoncé des travaux afin de garantir que la zone demeure sécuritaire pour les piétons et véhicules en tout temps. Les employés à temps plein doivent travailler ensemble avec d'autres employés que l'entrepreneur affecte au site pour compléter toutes les autres tâches de l'énoncé des travaux.

Les employés doivent travailler sur le site conformément aux heures énoncées dans le plan d'exploitation de l'entrepreneur **approuvé**. S'ils quittent le site pour une quelconque raison, ils doivent signer le registre en quittant le 31, boulevard Shirley, et le signer à nouveau à leur retour.

Tâche du jardinier à temps partiel

Si l'entrepreneur souhaite changer le nom du jardinier à temps partiel qui figure au contrat, il devra fournir une attestation de formation de l'employé à l'autorité contractante pour être autorisé à le faire.

Le jardinier à temps partiel doit travailler sur le site, conformément au plan d'exploitation **approuvé** en vigueur du 1^{er} mai au 31 octobre. Le jardinier doit posséder une expertise technique en horticulture, afin d'exécuter les tâches suivantes : faire l'entretien paysager et l'entretien du toit vert du CNFT de la GRC certifié LEED; entretenir tous les arbres, les arbustes et les plantes à fleurs; détecter et détruire les parasites dans le gazon, les arbres, les arbustes et les plantes à fleurs; s'assurer à ce que tous les autres employés de l'entrepreneur respectent les normes horticoles, conformément à l'énoncé des travaux.

Si des commandes subséquentes sont demandées à propos d'arbres, du gazon, d'arbustes et de plantes à fleurs, le jardinier à temps partiel doit offrir son expertise technique.

SECTION 3 - DÉNEIGEMENT

3.1 Entassement de la neige

La neige retirée du CNFT de la GRC et la décharge du dépôt de munition de la GRC doit être relocalisée à la décharge de la neige de la GRC, conformément au plan du site.

Si de la neige empilée dans des endroits près des emplacements du MDN doit être relocalisée à la décharge de neige du MDN, selon le dessin de plan du site, l'autorité technique passera une commande subséquente.

Il incombe à l'entrepreneur d'assumer tous les coûts associés au déplacement de la neige et à la mise en tas de celle-ci dans la décharge à neige selon le plan du site, ou dans les zones de mise en tas désignées conformément aux indications par l'autorité technique. L'entrepreneur est responsable de la gestion de la zone de décharge de la neige pour s'assurer que la zone est utilisée à sa capacité maximale. L'entrepreneur pourrait souffler ou empiler la neige plus haute dans la zone de décharge de la neige pour maximiser l'utilisation de cet espace, à leurs frais, si demandé par l'autorité technique.

La neige provenant de tous les autres travaux de déneigement peut être poussée sur le côté des routes et des zones de stationnement, à l'exception du dépôt de munition et les routes longeant le Polygone. La neige entassée ne doit pas empiéter sur les places de stationnement ni gêner la visibilité de la circulation routière ni des piétons. La neige ne doit pas en aucun cas être entassée dans le Polygone.

3.2 Sécurité

L'entrepreneur doit entretenir toutes les chemins principaux, zones de stationnement et trottoirs indiqués sur le plan du site, pour s'assurer qu'ils sont raisonnablement sûrs pour la circulation des piétons et des véhicules. L'entrepreneur doit aussi s'assurer que l'accès routier à destination ou en provenance de la propriété et des routes municipales est exempt de risques pouvant réduire la sécurité de circulation. L'entrepreneur doit surveiller le site en fonction des intempéries dans la zone et doit épandre des produits abrasifs ou de fonte au besoin. L'entrepreneur doit faire preuve de jugement dans l'utilisation de ces produits dans une circonstance donnée, et doit appliquer les normes de l'industrie du déneigement et du déglacage.

3.3 Déneigement et déglacage des entrées de bâtiment, des routes, des stationnements et des conteneurs maritimes

Les entrées de bâtiment, les sorties de secours, les trottoirs, les marches, les entrées de porte, les rampes et les stationnements pour les personnes handicapées doivent être déneigés et déglacés jusqu'au revêtement sur toute leur largeur avant les heures mentionnées ci-dessous, sept (7) jours par semaine. S'il se produit une accumulation de neige après cette heure, il faut déneiger ces surfaces lorsque l'accumulation atteint quatre (4) cm. Lorsqu'il y a du verglas, des produits de déglacage doivent être épandus sur ces surfaces au besoin.

Les routes, les barrières, les rampes, les aires de chargement, les zones de stationnement, l'accès aux routes principales, les parcours des véhicules d'urgence et les conteneurs maritimes doivent être déneigés et déglacés jusqu'au revêtement sur toute leur largeur avant les heures mentionnées ci-dessous, sept (7) jours par semaine. S'il se produit une accumulation de neige après cette

heure, il faut déneiger ces surfaces lorsque l'accumulation atteint cinq (5) cm. Lorsqu'il y a du verglas, des produits de déglacage doivent être épandus au besoin.

Priorité du dégagement, sauf indication contraire par l'autorité technique.

Niveau 1 – 4, chemin Snider doivent être complétées avant **4 h**.

Niveau 2 – Les 1, chemin Lewis Gun, 7, chemin Vickers Gun, 1, chemin Lee Enfield, 4, chemin Snider, 7, chemin Bisley, 5, boulevard Shirley, 35, boulevard Shirley, les zones de stationnement et toutes les routes du boulevard Shirley, sauf la route Perimeter doivent être complétées avant **6 h**.

Niveau 3 – Les 1, boulevard Shirley, 3, boulevard Shirley, 5, boulevard Shirley, 7, boulevard Shirley, 9, chemin Bisley, les champs de tir au pistolet, les centres d'entraînement et les abris Sprung doivent être complétées avant **7 h**.

Niveau 4 – Tous les autres bâtiments et abris, conteneurs maritimes et zones de stationnement, tels qu'ils sont décrits au plan du site, doivent être complétées avant **9 h**.

Niveau opérationnel – Les routes du Polygone, la route Perimeter, la tour de rappel, le champ de tir de grenades, les zones du bivouac, la chambre à gaz, les latrines de campagne et les zones de combats dans les zones bâties doivent être complétés avant **10 h, à moins d'exigences opérationnelles particulières**. Les exigences opérationnelles seront publiées le vendredi et mises à jour quotidiennement, comme l'exige l'agent de contrôle du Polygone.

La chaussée du chemin Malibar doit être déneigée jusqu'au revêtement en tout temps. Il s'agit d'une mesure de santé et de sécurité liée aux fossés se trouvant de chaque côté de la route. L'entrepreneur doit fournir dans le plan de gestion du sel les détails à propos des procédures suivies et les produits utilisés pour répondre à cette exigence *ex. antigivrage et pré-mouillage pour le dégivrage*. Les garde-fous de la section du chemin Malibar à la hauteur du ponceau du ruisseau Watts doivent être déneigés de manière à permettre le drainage dans des conditions de fonte.

Les routes et les zones de stationnement en gravier seront déneigées au besoin afin de s'assurer qu'elles ne sont pas endommagées et pour assurer la sécurité des véhicules et des piétons. La neige compactée ne doit pas dépasser cinq (5) cm à ces endroits et être entretenue avec un mélange de sable/gravier/sel pour le contrôle de la glace.

La neige recouvrant la zone d'entraînement Alpha 2 doit être enlevée de manière à permettre une pénétration maximale de la gelée dans la poussière de pierre afin que le sol soit complètement gelé dans cette zone. Lors des premières chutes de neige, il faut déneiger ou pelleter de façon à laisser une couverture de neige de deux (2) cm d'épaisseur. Il est primordial qu'aucune poussière de pierre ne soit pas mélangée à cette neige accumulée, puisque cela entraînerait un risque de ricochet.

La surface gazonnée de la zone Alpha 2 doit être déneigée. Il faut y laisser une couverture de neige de deux (2) cm afin d'empêcher la pelouse d'être détruite par le gel.

Toute la neige amassée lors des opérations de déneigement de la zone Alpha 2 doit être déplacée du côté ouest du champ de tir, conformément au plan du site. Lorsque nécessaire, une commande subséquente sera émise afin que la neige du côté ouest du champ de tir soit déplacée dans le dépôt à neige désigné conformément au plan du site.

Avec l'autorisation écrite de l'autorité technique, une commande subséquente sera émise pour effectuer le déneigement et le nettoyage de la façade des cibles. Toutes les façades des cibles doivent être déneigées à la main afin d'être accessibles. Les façades peuvent être modifiées en fonction des besoins opérationnels. Tous les débris provenant des façades doivent être nettoyés et enlevés dans le cadre d'une commande subséquente. Les objets suspects ne doivent pas être manipulés; ils doivent plutôt être laissés sur place et leur présence doit être immédiatement signalée au contrôle des champs de tir. Les balles visibles, les éclats de balles ou les douilles ne sont pas des déchets et ne doivent pas être enlevés du site. Leur présence doit toutefois être signalée, et ils doivent être enlevés par le contrôle des champs de tir avant la poursuite des opérations de déneigement.

Les plateformes ou les champs de tir surélevés n'ont pas à être déneigés. Pour les zones recouvertes de poussière de pierre et de gazon, les produits de déglacage utilisés seront le sable et la poussière de pierre. Des produits de déglacage doivent être appliqués au besoin lorsque de la glace se forme dans ces zones.

Les bancs de neige sur la bordure des routes du Polygone doivent être soufflés lorsqu'ils atteignent quarante-cinq (45) cm de hauteur. La neige ne peut pas être soufflée dans les points de tir ou des collecteurs de balles sur le Polygone en tout temps. Les andains de neige ne doivent pas empêcher l'accès aux champs de tir. La neige ne doit en aucun cas être entassée dans le Polygone. Une zone de stationnement pour 2 voitures ainsi qu'une aire de demi-tour doivent être déneigées au bout de chacune des routes, tel qu'il est prévu au plan de site. La neige peut être soufflée dans le stationnement du champ de tir, aux endroits désignés sur le plan du site. La neige ne peut pas être soufflée sur les bermes de sécurité du champ de tir. Aucune neige ne doit être empilée au sud des clôtures du champ de tir ou à proximité des pylônes électriques, conformément au plan du site.

Les bancs de neige à toutes les intersections devront être repoussés afin d'assurer une bonne visibilité. Les bancs de neige longeant les routes, les intersections et les zones de stationnement ne doivent pas dépasser un (1) mètre de hauteur en tout temps. Une commande subséquente sera émise si la neige se trouvant sur la route Perimeter doit être déneigée afin d'assurer une bonne visibilité sur la route.

Se tenir à une distance sécuritaire de l'équipement, des matériaux, des canalisations de gaz, cabanons et des abris Sprung dans tous les dépôts. Il est interdit d'empiler de la neige à l'intérieur ou à l'extérieur du dépôt du 7, chemin Vickers Gun, à moins de trois (3) mètres de la clôture.

Les dépôts de munitions sont des zones de sécurité élevées, et tous les travaux seront surveillés dans ces zones.

La neige se trouvant dans le dépôt de munitions, MDN, doit être soufflée par-dessus la clôture, loin des zones opérationnelles tel qu'indiqué par l'autorité technique. L'entrepreneur doit obtenir la clé du dépôt de munitions du MDN au poste de contrôle du Polygone, situé au 1, chemin Lee

Enfield. Aucune pile de neige ne peut être empilée sur ou autour de la clôture du dépôt de munitions, car cette zone doit être visible en temps.

Le dépôt de munitions de la GRC doit être déneigée jusqu'à l'entrée principale du bâtiment et jusqu'au conteneur maritime. La neige peut être empilée temporairement à l'intérieur du dépôt de la GRC selon le plan du site. Tel que requis, une commande subséquente sera émise par l'autorité technique pour transporter la neige empilée au dépôt de neige selon le plan du site. L'entrepreneur doit demander la clé au personnel responsable de la sécurité au CNFT de la GRC, 5, chemin Shirley à partir de 7 h 30, et il doit la retourner 15 h 30.

Un écran protecteur doit être installé le long du massif arbustif du côté sud du CNFT de la GRC pour éviter que les arbustes soient endommagés par le sel.

Le déneigement du stationnement de la flotte de véhicules au bâtiment administratif du CNFT de la GRC et au 7, chemin Vickers Gun doit être effectué en coopération avec le gestionnaire de la flotte de véhicules, qui devra déplacer les véhicules pour permettre le déneigement du stationnement. Le gestionnaire de la flotte de véhicules contactera l'entrepreneur directement pour coordonner les opérations de déneigement pour ces deux (2) zones.

Toutes les barrières doivent être déneigées et déglacées pour faciliter leur ouverture et leur fermeture. Tout l'espace utilisé pour l'ouverture et la fermeture des portes mécanique doit être déneigé pour éviter les embâcles.

Tous les conteneurs maritimes et les bacs de rangement doivent être accessibles.

La zone de la piste de ski de biathlon, selon le plan du site, ne doit pas être obstrué par de la neige poussée.

Une preuve de formation et l'approbation au préalable de l'autorité technique sont requises pour tous travaux nécessitant l'utilisation d'une niveleuse.

3.4 Déneigement et déglacage des galeries de cibles

Aucune neige ne doit être soufflée, empilée ou poussée sur les supports de cibles, pour tous les champs de tir en tout temps. Les passerelles des galeries de cibles doivent être déneigées et la neige doit être soufflée à l'extérieur des zones des galeries. Le déneigement et le déglacage des étais de cibles sont inclus.

Conformément au dessin du plan du site, le déneigement et le déglacage des galeries de cibles sont effectués comme suit :

1. Champ de tir Alpha 1 – L'escalier du côté est de la galerie de cibles, l'allée menant à la latrine, la passerelle menant aux plateformes de tir et l'allée menant aux couloirs 31 à 40.
2. L'escalier central entre le champ de tir Charlie gauche et le champ de tir Charlie droit.
3. Champ de tir Charlie gauche – L'escalier et l'allée menant aux couloirs 1 à 10.
4. Champ de tir Charlie droit – L'escalier et l'allée menant aux couloirs 31 à 41.

5. Champ de tir Delta – L'escalier du côté est de la galerie de cibles et l'escalier menant à la latrine et à la porte d'accès.

3.5 Déneigement de l'itinéraire des pompiers, des bornes d'incendie, des conduites d'incendie, des tuyaux de remplissage de carburant, des valves d'arrêt du gaz, des climatiseurs, des appareils de chauffage extérieurs et des événements

L'itinéraire des pompiers, y compris les accès aux conduites d'incendie et aux bornes d'incendie, doit être exempt de neige et de glace en tout temps. Déneiger un diamètre de 250 cm autour des bornes d'incendie, des tuyaux de remplissage de carburant, des valves d'arrêt du gaz, des climatiseurs, des appareils de chauffage extérieurs et des événements.

3.6 Déneigement des bennes à déchets et à matières recyclées

L'accès aux bennes à déchets et à matières recyclées doit être exempt de neige et de glace en tout temps.

3.7 Déneigement des panneaux de signalisation

Les panneaux de signalisation ne doivent pas être obstrués par la neige.

3.8 Produits de déglacage

L'entrepreneur doit soumettre un plan de gestion du sel. Le plan de gestion du sel doit être soumis quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'attribution du contrat. Ce plan sera révisé par le responsable du site et l'autorité technique, puis l'entrepreneur doit apporter toutes les modifications nécessaires pour répondre aux exigences opérationnelles du site exigées dans l'énoncé des travaux. Le plan de gestion du sel, dans la section des pratiques exemplaires, doit fournir une liste des produits et sous quelles conditions.

Les produits de déglacage comme Landscaper's Choice, Geomelt ou Ecosalt sont faits pour être utilisés dans les escaliers, sur les porches et dans les allées. Les produits comme le sable, le sel blanc, les sels traités comme Thawrox et les liquides qui doivent être ajoutés aux sels traités, comme Caliber M1000 et M2000, sont conçus pour être épandus dans les stationnements et les rues conformément au plan de gestion du sel approuvé. Des produits de déglacage, comme le gravier, le sable, la pierre et le sel, doivent être utilisés sur les routes et les zones de stationnement en gravier. L'excès d'agents de déglacage doit être enlevé selon les directives de l'autorité technique.

Les bacs de rangement pour les produits de déglacage seront fournis par le MDN. Les produits de déglacage dans les bacs doivent être entretenus selon les besoins. L'entrepreneur doit distribuer les bacs de rangement avant la première chute de neige selon les directives de l'autorité technique. L'entrepreneur doit retourner les bacs de rangement vides et nettoyés dans le dépôt de TPSGC, selon les directives de l'autorité technique, avant le 15 mai.

L'entrepreneur doit indiquer la quantité de sel et d'autres agents de déglacage utilisée sur le site, à la fin de la saison de déneigement. Après le dégel du printemps, tous les revêtements et les zones gazonnées doivent être exempts d'agents de déglacage avant le 15 mai.

3.9 Tas de neige

La neige soufflée, empilée ou mise en tas doit être mise à l'écart des obstacles, y compris, sans toutefois s'y limiter, des poteaux électriques et des poteaux téléphoniques ou leurs haubans, des

arbres, des arbustes, des clôtures, des cairns commémoratifs, des présentoirs de l'équipement du MDN, des bâtiments et des remorques, des arbustes et des massifs de fleurs et jardinières.

La neige temporairement empilée avec l'approbation écrite de l'autorité technique, devra être enlevée au plus tard 24 heures après une chute de neige. La neige temporairement empilée ne doit pas nuire à la visibilité des conducteurs ou des piétons.

3.10 Couverture de neige sur le gazon

Un minimum de quinze (15) cm de neige doit être laissé sur le gazon là où la neige est enlevée ou poussée.

3.11 Balisage des allées, voies d'accès, bassins collecteurs et bordures

Les allées, les voies d'accès, les bassins collecteurs et les bordures doivent être balisés avant la première chute de neige pour faciliter le déneigement. Les balises doivent être enlevées lors du dégel printanier. Si l'entrepreneur souhaite installer des piquets de bois pour délimiter les routes en vue des opérations de déneigement, il doit préalablement demander à l'autorité technique d'obtenir l'autorisation du responsable du site.

L'entrepreneur doit aviser l'autorité technique si des bordures dans certaines zones gênent les opérations de déneigement et qu'il souhaite les déplacer à ses frais pour la période hivernale et les replacer à la fin de cette dernière. L'entrepreneur doit prévoir une zone d'entreposage des bordures avec l'autorité technique.

L'entrepreneur est responsable de remplacer les bordures endommagées durant cette opération à ses frais.

3.12 Bassins collecteurs et des ponceaux

Maintenir les bassins collecteurs et les ponceaux exempts de neige et de débris et de tout ce qui peut nuire à l'écoulement des eaux de ruissellement en tout temps.

3.13 Réparations

Les réparations aux panneaux endommagés par le déneigement doivent être effectuées à la satisfaction de l'autorité technique avant le 15 mai. Les réparations aux bordures endommagées par le déneigement doivent être effectuées à la satisfaction de l'autorité technique avant le 15 mai. Le réaligement de toutes les bordures doit être achevé avant le 15 mai. Les réparations des immeubles, des allées et des zones gazonnées, l'enlèvement des produits de déglacage, le remplacement des arbustes et des arbres abîmés, en raison des dommages causés par le déneigement, seront effectués avant le 15 mai.

3.14 Protection des arbustes

Un écran protecteur doit être installé le long du massif arbustif du côté sud du CNFT de la GRC afin de prévenir les dommages causés par le sel aux arbustes.

SECTION 4 - ENTRETIEN PAYSAGER :

4.1 Nettoyage général

1. Nettoyage des drains et des bassins collecteurs

Les drains et les bassins collecteurs doivent être exempts de glace, déchets, de feuilles, de saletés ou de tout objet pouvant nuire à l'écoulement des eaux de ruissellement.

2. Balayage

Toutes les zones asphaltées incluant les zones de stationnement, les allées, les rampes d'handicapées, les zones du quai de chargement, le terrain de parade et les routes pavées doivent être gardés exempts de déchets, de saletés, de sable et de gravier par un balayage à l'aide d'un camion à aspirateur industriel. Toutes les routes à copeaux de goudron seront rincées pour pousser tous les grains à l'épaule de la route. Le balayage et rincées doit se faire avant le 5 mai, ou selon les directives de l'autorité technique. Tous les déchets, la poussière et le gravier doivent être enlevés et disposés hors du site.

4.2 Gazon

1. Ratissage printanier

Le gazon doit être ratissé si nécessaire avant le 15 mai pour faciliter la pénétration de l'air et de l'eau, pour enlever les produits de déglacage et les débris organiques/ inorganiques pour réduire la moisissure nivéale.

2. Tonte du gazon

L'entretien des champs de tir sera effectué le vendredi, sauf indication contraire par l'autorité technique. Étant donné que les exigences opérationnelles changent fréquemment au cours d'une journée, l'entrepreneur doit consulter régulièrement l'agent du poste de contrôle du Polygone au cours de la journée afin de déterminer à quel moment il est approprié de tondre les champs de tir. **La tonte du gazon sur les 100 premiers mètres des champs de tir et autour des collecteurs de balles de tous les champs de tir doivent être terminés avant à 7 h 30.** Après 7 h 30, la tonte peut continuer sur des champs de tir selon les directives du poste de contrôle du Polygone. Suite aux directives du poste de contrôle du Polygone, la tonte peut se poursuivre au-delà de la ligne de tir à moins d'exigences opérationnelles particulières. Suivez les règles et les normes de sécurité selon le cours de sécurité reçu par le contrôle du Polygone.

Si la tonte du champ de tir est restreinte par des exigences opérationnelles, les zones de la base et d'entraînement seront à la disposition des équipes de tonte jusqu'à ce que les champs de tir soient disponibles à nouveau.

En raison de l'incidence du bruit pour les résidents de la base, aucune tonte n'est autorisée avant 6 h dans les zones où sont situées les tentes des cadets et des officiers. La tonte du gazon à la base sera assujettie aux exigences opérationnelles dans la zone des cadets et des officiers.

Le gazon sur la base et dans les champs de tirs doivent être entretenus à une hauteur uniforme comprise entre sept (7) cm et dix (10) cm, les résidus de tontes doivent être exempts des massifs floraux, des allées et des zones pavées ou recouvertes de pierres concassées. Le gazon doit être tondu et les bordures taillées en une seule opération. Ne pas utiliser de tondeuse ni de taille-bordure pour tondre le gazon à la base des arbres et des arbustes. Aucune coupe de gazon au ras du sol ne sera tolérée.

Conformément au plan du site, la pelouse des buttes d'arrêt et des zones gazonnées autour des collecteurs de balles doivent avoir une hauteur comprise entre dix (10) cm et quinze (15) cm, afin

d'assurer qu'il n'y ait jamais de broussailles denses ou d'herbes hautes pouvant nuire à la visibilité ou constituer un risque d'incendie.

Les résidus de tonte peuvent être laissés sur les zones tondues à condition d'être répartis de manière uniforme. Si l'autorité technique détermine, en collaboration avec le chef de la prévention des incendies, qu'il y a trop de résidus et que ceux-ci présentent un risque d'incendie, il demandera à l'entrepreneur qui devra ratisser et disposer toutes les résidus de tonte hors du site, à ses frais.

La zone à tondre régulièrement à l'aide d'un fléau, située sur le champ de tir des cadets, est un terrain accidenté et parsemé de souches et de pierres visibles. Il est recommandé d'utiliser une tondeuse à fléau ou à marteaux pour la tonte de cette zone.

3. Taille des bordures des surfaces gazonnées et des plates-bandes

Les bords des surfaces gazonnées doivent être clairement délimités avant le 30 juin pour préserver l'aménagement et s'assurer que les plates-bandes, les allées et les bordures ne soient pas envahies par les mauvaises herbes ou le gazon.

4.3 Plates-bandes

1. Massifs arbustifs

Les plates-bandes doivent être exempts de mauvaises herbes visibles et être sarclés de façon à permettre à l'humidité et aux autres éléments nutritifs de pénétrer dans le sol. Dans les plates-bandes où il y a du paillis, celui-ci doit être fourni et installé afin d'être maintenu jusqu'à une profondeur de quatre-vingt (80) mm. Seul le paillis de cèdre naturel approuvé par l'autorité technique peut être utilisé sur le site.

2. Bois mort des arbustes

Il ne doit pas y avoir de branches mortes, malades ou brisées ni d'inflorescences mortes dans les arbustes.

3. Émondage des arbustes

Émonder les arbustes feuillus une fois par année. Retirer jusqu'à 25 % des plus vieilles branches au niveau du sol pour forcer les nouvelles pousses. Le cisaillement de la plante est inacceptable. Conserver la forme naturelle des espèces.

4. Remplacement des arbustes et les vivaces

Remplacer les arbustes et les vivaces, jugés inacceptables par l'autorité technique en raison des travaux d'entretien effectués pendant la durée du présent contrat. Les remplacements doivent être de la même espèce et taille que les plants adjacents ou selon les directives de l'autorité technique.

5. Sarclage des plates-bandes

Les plates-bandes doivent être sarclées pour enlever les mauvaises herbes et les débris. Un engrais doit être ajouté pour assurer une floraison et une vigueur optimale des plantes.

6. Entretien des plates-bandes

Les plates-bandes doivent être entretenues pour s'assurer que toutes les fleurs fanées et mauvaise herbes soient enlevées. Les plantes mortes, endommagées, malades ou manquantes doivent être remplacées. S'assurer que le sol soit suffisamment humide et friable.

4.4 Arbres

Les travaux, conformément à l'énoncé des travaux, s'appliquent seulement aux arbres qui se trouvent dans les zones entretenues. Si d'autres arbres situés à l'extérieur des zones entretenues nécessitent un soin particulier, une commande subséquente sera émise pour que les travaux soient réalisés.

1. Émondage des drageons et des branches mortes, malades ou brisées

Une approbation écrite de l'autorité technique doit être reçue avant de procéder à tout travail d'émondage. Les arbres doivent être émondés pour enlever les drageons, les branches mortes, malades ou brisées et les branches qui se croisent ou qui se frottent. Les travaux d'émondage doivent être effectués à une hauteur maximale de quatre (4) mètres à moins qu'un arboriculteur certifié entreprenne le travail.

Tous travaux à une hauteur de plus de quatre (4) mètres devront être effectués par un arboriculteur certifié. Une commande subséquente sera émise pour tous les travaux de plus de quatre (4) mètres. Tous les travaux d'émondage réalisés par l'arboriculteur doivent respecter les *pratiques de travail sécuritaires de l'industrie d'arboriculture*.

2. Arbres morts ou dangereux

Tous les arbres morts ou dangereux dont le diamètre à hauteur d'homme (dhh) est de 200 mm ou moins, doivent être coupés au niveau du sol selon les directives de l'autorité technique.

3. Dégagement sous les branches

Il doit y avoir un dégagement minimum sous les branches de quatre (4) mètres au-dessus des voies d'accès et de deux (2) mètres au-dessus des allées.

4. Paillis et pourtour des arbres

Fournir et installer du paillis pour maintenir les anneaux de paillis existants autour de la base des arbres à une profondeur de 8 cm. Le paillis ne doit pas toucher au tronc. Enlever le gazon ou la végétation sur 20 cm autour du tronc de tous les autres arbres. Seul le paillis de cèdre naturel approuvé par l'autorité technique peut être utilisé sur le site.

5. Conditions dangereuses

Signaler toute condition qui peut nuire à la santé des plantes ou à la sécurité du public.

6. Remplacements d'arbres

Remplacer les arbres jugés inacceptables par l'autorité technique en raison des travaux d'entretien effectués pendant la durée du contrat. À la demande de l'autorité technique, l'entrepreneur doit enlever l'arbre inacceptable et le remplacer par un arbre de même espèce et de même taille jusqu'à un maximum de 90 mm de diamètre pour les arbres à feuilles caduques ou de 300 cm de hauteur pour les conifères.

4.5 Arrosage

1. Arrosage des plates-bandes, des arbustes, des arbres et du gazon

Tous les végétaux existants doivent être arrosés au besoin pour assurer que les plantes reçoivent suffisamment d'humidité pour soutenir la valeur esthétique optimale et maintenir la vigueur tout au long de la saison de croissance. Les spécifications concernant l'arrosage des végétaux nouvellement plantés jusqu'à leur établissement seront indiquées dans la commande subséquente visant la plantation.

4.6 Lutte Antiparasitaire

Surveiller tous les végétaux pour déceler la présence de parasites et de maladies. Aviser l'autorité technique de toute infestation. Utiliser des méthodes de lutte antiparasitaire intégrée comme des pièges, jets d'eau, enlèvement des parasites ou taillage. Ne pas utiliser de produits chimiques enregistrés à moins d'avoir obtenu l'approbation écrite de l'autorité technique. Noter l'état des plantes, les parasites identifiés et les mesures prises pour lutter contre les parasites et les maladies. Garder les formulaires de Système d'enregistrement des pesticides et tout autre document requis dans le cartable sur place au 31 Shirley.

4.7 Entretien des terrains de sport

Aviser l'autorité technique une fois que les travaux sont planifiés afin qu'une inspection puisse être menée pour vérifier si les tâches ont été accomplies.

1. Entretien du terrain de volleyball – 1^{er} juin au 31 août

Une fois par semaine, niveler le sable du terrain de volleyball et enlever tous autres objets, y compris tous les végétaux poussant sur le terrain. Une fois par mois, enlever le sable présent sur la pelouse adjacente.

2. Entretien du terrain de volleyball – 1^{er} au 31 mai, 1^{er} septembre au 31 octobre

Une fois par mois, niveler le sable du terrain de volleyball et enlever tous autres objets, y compris tous les végétaux poussant sur le terrain. Une fois par mois, enlever le sable présent sur la pelouse adjacente.

3. Piste de course et terrains de balle – 1^{er} juin au 31 août

Herser les surfaces de gravier de la piste de course et des terrains de balle deux fois par mois du 1^{er} juin au 31 août pour empêcher l'établissement de mauvaises herbes. Retirez et jetez toutes les mauvaises herbes de la surface en poussières de pierre.

4. Piste de course et terrains de balle – 1^{er} au 31 mai, 1^{er} septembre au 31 octobre

Herser les surfaces de gravier de la piste de course et du terrain de balle une fois par mois en mai, en septembre et en octobre pour empêcher l'établissement de mauvaises herbes. Retirez et jetez toutes les mauvaises herbes de la surface en poussières de pierre.

4.8 Préparation pour l'hiver

Aviser l'autorité technique une fois que les travaux sont planifiés afin qu'une inspection puisse être menée pour vérifier si les tâches ont été accomplies.

1. Plates-bandes

Préparer les plates-bandes pour l'hiver en taillant les vivaces, désherbant et ratissant le sol.

2. Enlèvement des feuilles tombées

Les feuilles tombées doivent être déchiquetées ou ramassées et retirées du site lorsque l'accumulation au sol recouvre plus de 40 % de la surface par mètre carré. Toutes les feuilles

déchetées doivent être répartis de manière uniforme pour éviter des dommages sur le gazon. Si l'autorité technique détermine que la quantité de feuilles déchetées est excessive, l'entrepreneur devra ramasser et disposer toutes les feuilles déchetées hors du site.

4.9 Toit vert

1. Sécurité

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les employés sur le toit vert ont la certification de protection contre les chutes/le travail en hauteur.

2. Entretien du système Sopranature

Le système SOPRANATURE doit être entretenu selon les directives d'entretien des systèmes du fournisseur, www.soprema.ca.

3. Personnel d'entretien du toit vert

Tous les travaux entrepris sur le toit vert doivent être effectués sous la supervision directe du jardinier à temps partiel.

4. Nettoyage des drains

Les drains doivent être exempts de déchets, de feuilles, de saletés, des végétaux ou de tout objet pouvant nuire à l'écoulement des eaux.

5. Arrosage

Tous les végétaux doivent être arrosés au besoin pour assurer que les plantes maintiennent leur valeur esthétique optimale et leur vigueur tout au long de la saison de croissance.

6. Entretien des plantes

Effectuer l'entretien de tous les végétaux, y compris la tonte, le désherbage, taillage et tout autre tâche d'entretien jugé nécessaire à la santé des plantes. Aucune herbe n'est autorisée sur le toit.

Le gazon sur le toit vert doit être coupé à une hauteur de dix (10) à quinze (15) cm deux fois par année, selon l'autorisation de l'autorité technique. Ces tontes ont lieu vers juin et septembre. Les résidus de tonte doivent être ramassés immédiatement après la tonte.

Il faut préparer la zone de plantation pour l'hiver et la nettoyer au printemps, incluant le nettoyage des boîtes d'inspection du drain de cette zone. Les exigences de fertilisation seront définies par l'autorité technique et une commande subséquente sera établie, au besoin. Les zones non destinées à recevoir des végétaux telles que les zones de graviers, les dalles et les drains, doivent être exemptes de végétaux.

Si le remblayage des zones dénudées avec des semences ou en remplaçant le substrat érodé est nécessaire, l'autorité technique émettra une commande subséquente pour les travaux.

7. Inspection du toit vert

L'entrepreneur doit inspecter régulièrement le toit vert durant la saison de croissance.

L'entrepreneur doit aussi inspecter le toit après une tempête de vents violents, ainsi qu'au printemps et à l'automne pour s'assurer que le système de toit vert est intact. Tous les dommages doivent être rapportés à l'autorité technique par le biais de la fiche d'entretien du toit vert.

8. Fiche d'entretien du toit vert

La fiche d'entretien du toit vert doit être remplie après chaque visite afin de décrire les mesures d'entretien qui ont été mises en œuvre. Cette fiche doit être remise à l'autorité technique avant le jour ouvrable suivant la visite.

L'entrepreneur doit signaler à l'avance à l'autorité technique à quel moment l'entretien sera effectué, afin que l'autorité technique puisse vérifier si les travaux ont été achevés selon l'énoncé des travaux et informer le client à l'avance pour s'assurer que les dates proposées conviennent au client.

4.10 D'entretien des champs de tir

GLOSSAIRE ET SPÉCIFICATIONS

Berne

Une butte de tir artificielle (berme) est constituée d'un talus construit immédiatement derrière les cibles. Elle ne comporte ni pierres ni autres matières dures et satisfait aux exigences suivantes:

- a. **Hauteur :** Le sommet de la berme doit s'élever au moins de 1,2 m au-dessus de la ligne de visée lorsqu'on utilise des cibles de 1,8 m, et ce, peu importe la position de tir.
- b. **Longueur :** La longueur de la crête de la berme dépend du nombre de cibles requis. Elle doit dépasser d'au moins 6 m le côté extérieur des cibles de flanc.
- c. **Épaisseur :** La ligne de crête de la berme doit avoir une épaisseur d'au moins 1,5 m et être de niveau. L'épaisseur à la base de la berme dépend de la pente.

Pour les champs de tir conventionnels, la berme servant d'arrêt-balles et de mur de protection entre deux champs de tir à la carabine doit pouvoir arrêter les balles sur une hauteur de 4 m et sur une largeur de 2 m au-delà de la ligne de tir de flanc.

Butte de tire/arrêt-balles

Il s'agit d'un remblai créé derrière le champ de tir pour arrêter les balles, empêcher les ricochets et permettre aux marqueurs de voir, avec une certaine précision, où se sont logées les balles. Avec la butte de tir, on s'assure que la balle est arrêtée bien avant d'atteindre sa distance potentielle maximale de ricochet, ce qui permet d'éviter la distribution sur une grande distance de métaux lourds et assurer la sécurité du personnel qui se trouve au-delà des limites du champ de tir. La butte est généralement construite avec du sable, de l'argile à laquelle on ajoute du sable ou un mélange de sable et de sciure de bois. Il ne doit pas y avoir de pierres ni d'autres matières dures dans les matériaux de construction, puisque ceux-ci pourraient présenter un risque de ricochet.

Système de récupération de balles/collecteur de balles

Un collecteur de balles constitué de sable ou encore d'un mélange de sable et de sciure de bois doit être fourni pour éviter le retour de projectiles, limiter l'éjection de fragments de projectile et faciliter le marquage des tirs. La pente avant des collecteurs de balles doit rejoindre le plan horizontal de la berme de sécurité.

Dimensions des buttes de tir/arrêt-balles et des bermes des champs de tir au pistolet

Les dimensions indiquées sont approximatives et peuvent être modifiées sans préavis.

Champ de tir Alpha 1 – arrêt-balles : 193,6 mètres X 8,0 mètres = 1 548,80 mètres carrés
Champ de tir Alpha 2 (gauche) – arrêt-balles : 86,5 mètres X 7,8 mètres = 674,70 mètres carrés
Champ de tir Alpha 2 (gauche) – arrêt-balles : 89,1 mètres X 8,2 mètres = 730,62 mètres carrés
Champ de tir Bravo – arrêt-balles : 48 mètres X 8,2 mètres = 393,60 mètres carrés
Champ de tir Charlie (gauche) – arrêt-balles : 145,1 mètres X 6,1 mètres = 885,11 mètres carrés
Champ de tir Charlie (droit) – arrêt-balles : 222,9 mètres X 6,1 mètres = 1 359,69 mètres carrés
Champ de tir Delta – arrêt-balles : 109,4 mètres X 5,8 mètres = 634,5 mètres carrés
Champ de tir au pistolet 1 – arrêt-balles (nord) : 22 mètres sur 6,5 mètres = 143 mètres carrés
Champ de tir au pistolet 3 – arrêt-balles : 23,1 mètres X 6,5 mètres = 149,5 mètres carrés
Champ de tir au pistolet 4 – arrêt-balles : 22 mètres X 6,5 mètres = 143 mètres carrés
Champ de tir au pistolet 6 – arrêt-balles (nord) : 23 mètres X 6,5 mètres = 149 mètres carrés

Formation de dépressions

Les dépressions sont causées par l'impact répété des projectiles à un même endroit, ce qui provoque l'éjection des matériaux utilisés pour la construction de la butte de tir et la formation de profondes crevasses. La déformation de la butte de tir qui en résulte modifie la trajectoire des ricochets et peut constituer un danger.

Pas de tir (champs de tir au pistolet et à la carabine)

Le pas de tir est l'endroit où la personne se tient pour tirer. Les pas de tir, dans les champs de tir à la carabine conventionnels, sont situés à 100, 200, 300, 400, 500 et 600 mètres. Certains champs de tir à la carabine conventionnels ont des pas de tir pouvant aller jusqu'à 1 000 mètres. Du dernier pas de tir jusqu'à la ligne de cibles, de petits monticules indiquent la distance jusqu'à la cible.

TÂCHES À EXÉCUTER

1. Autorisation des travaux

L'entrepreneur doit fournir les services et les matériaux au fur et à mesure des besoins; dans ces cas, il faut facturer les matériaux qui ont réellement été utilisés, les heures réelles de travail ou l'équipement et les coûts liés à l'opérateur, selon la base de tarification du contrat.

La commande subséquente doit indiquer l'échéance à respecter. Une description des travaux doit être jointe à chaque commande subséquente et indiquer les travaux à exécuter ainsi que les matériaux requis.

Si le responsable technique en fait la demande, l'entrepreneur doit lui fournir des estimations en se servant du modèle de présentation utilisé dans l'exemple de proposition de prix, dans les deux (2) jours ouvrables. Une commande subséquente doit être obtenue auprès du responsable technique avant l'exécution des travaux.

Tous les matériaux et les heures supplémentaires doivent être approuvés au préalable par le responsable technique. La commande subséquente doit ensuite être modifiée en conséquence. Seuls les heures réellement travaillées et les matériaux réellement utilisés pourront être facturés.

2. Inspections des champs de tir à la carabine et au pistolet

Les inspections sont effectuées conformément au manuel *Construction et entretien des champs de tir* ou à la demande des responsables (publication : B-GL-304-003/TS-002).

Le superviseur désigné par l'entrepreneur doit inspecter tous les travaux par rapport à la commande subséquente afin de s'assurer qu'ils ont été exécutés conformément aux modalités du contrat, à l'énoncé des travaux et à la commande subséquente.

Le superviseur désigné par l'entrepreneur doit indiquer au responsable technique le moment où les travaux devraient se terminer. Le responsable technique et le responsable des lieux du MDN examineront les travaux afin de confirmer qu'ils ont été exécutés conformément à la commande subséquente. Le responsable des lieux du MDN doit signer le rapport de la commande subséquente pour confirmer l'acceptation des travaux. Le rapport en question est conservé au 1, route Lee Enfield, poste de contrôle des champs de tir. Pour que les factures soient traitées, il doit être rempli à la fois par l'entrepreneur et le responsable des lieux du MDN.

3. Ramassage des déchets

Il ne doit jamais y avoir de déchets qui traînent dans les collecteurs de balles et les champs de tir au pistolet. Les éclats de balles et les douilles ne sont pas considérés comme des déchets, et ils n'ont pas à être retirés des lieux. Il ne faut pas toucher aux objets suspects, mais plutôt immédiatement en signaler la découverte au poste de contrôle des champs de tir.

4. Entretien des systèmes de récupération de balles/collecteurs de balles et des buttes de tir/arrêt-balles

a. Pas de tir des champs de tir au pistolet

L'entretien des systèmes de récupération de balles/collecteurs de balles/arrêt-balles comprend également l'entretien des pas de tir. Les pas de tir devraient être râtelés ou remblayés et entretenus avec de la terre qui ne contient pas de pierres ni d'autres objets durs qui pourraient présenter un risque de ricochet et de façon à ce qu'il y ait toujours une pente de 5 degrés à partir des points de tir jusqu'aux cibles.

À la fin de chaque période d'entraînement, le personnel désigné de la GRC devrait retirer des pas de tir tous les débris et douilles de balle. S'il reste des douilles sur les lieux, il faut en informer SPAC ou les responsables du contrôle des champs de tir en mentionnant où se trouvent les débris en question.

b. Dépressions causées par les balles

Les systèmes de récupération de balles/collecteurs de balles/arrêt-balles doivent être râtelés, puisqu'il peut s'y former des dépressions. Il faut râteler le sable à la main à une épaisseur de 5 cm et le replacer pour remblayer les cratères causés par les balles et préserver la pente requise. Si du sable a glissé vers le bas de la pente en raison d'averses de pluie ou de neige, il faut le râteler vers le haut. Le râtelage est nécessaire pour assurer que la consistance des matériaux permette la pénétration complète des projectiles et pour minimiser le compactage du sol ainsi que la formation de dépressions au site d'impact des projectiles.

c. Désherbage

Il ne doit pas y avoir de mauvaises herbes dans les systèmes de récupération de balles.

d. Décompactage

Le brassage du sol dans les secteurs des systèmes de récupération de balles/collecteurs de balles/arrêt-balles, qu'on appelle aussi décompactage d'aération en profondeur, doit être effectué

quand une command subséquente est émis. Il faut une profondeur d'au moins 90 cm et une pleine pénétration pouvant aller jusqu'à 125 cm pour décompacter le sol.

SECTION 5 - TRAVAUX SPÉCIAUX

L'entrepreneur doit obtenir une autorisation écrite préalable de l'autorité technique avant d'effectuer une des travaux suivants. L'entrepreneur doit signaler à l'avance à l'autorité technique à quel moment l'entretien sera effectué, de sorte que ce dernier pourra vérifier que le travail est bien terminé.

1. Bermes

La végétation sur les bermes de sécurité des champs de tir, lesquelles sont indiquées sur le plan du site, doit être coupée à une hauteur de 7,5 cm, selon les directives de l'autorité technique. Les bermes de sécurité des champs de tir Alpha 1 et Delta comprennent l'arrière de la berme de la butte d'arrêt, tel qu'indiqué au plan du site.

Les bermes de sécurité comprennent la zone du bas de la pente au sommet de la berme.

La végétation sur la berme du camp des cadets doit être coupée à une hauteur de 7,5 cm, selon les directives de l'autorité technique.

2. Bâtiment pour le combat dans les zones bâties (cbt ZB)

Le gazon autour du bâtiment pour le cbt ZB doit être coupé à une hauteur de 7,5 cm, selon les directives de l'autorité technique.

3. Chemin des lagunes

Ce chemin doit être déneigé sur toute sa largeur et doit inclure un demi-tour près de l'emplacement de la caméra.

4. Dégagement de la clôture périphérique et des barrières

Il faudra dégager la clôture périphérique et les barrières selon les directives de l'autorité technique. Le dégagement inclus la tonte du gazon et l'enlevant des vignes, les mauvaises herbes, les broussailles, les arbustes et les branches d'arbres, y compris les arbres qui sont tombés, sur une largeur de deux (2) mètres de chaque côté.

5. Balayage

En plus du balayage requis à l'énoncé des travaux la section 4.1.2, le terrain de parade du MDN et les zones de stationnement de la GRC doivent être balayés sur demande écrite de l'autorité technique. Ces zones doivent être gardés exempts de déchets, de saletés, de sable et de gravier par un balayage à l'aide d'un camion à aspirateur industriel. Tous les déchets la poussière et le gravier balayés mécaniquement doivent être enlevés et éliminés hors du site.

6. Tonte du gazon hors saison

Fournir un taux pour tondre le gazon hors saison, basé sur un coût par mètre carré. Les zones à tondre seront déterminées par l'autorité technique et identifiées dans la commande subséquente à un contrat.

SECTION 6 - TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

1. Travaux supplémentaires

L'entrepreneur fournira la main-d'œuvre, les matériaux et le matériel requis pour les travaux supplémentaires qui sont à effectuer au fur et à mesure des besoins; dans ces cas, il faut facturer les heures réelles d'utilisation du matériel avec l'opérateur ainsi que les matériaux utilisés.

Les estimations ou les modifications des estimations visant les travaux supplémentaires seront fournies par l'entrepreneur à l'autorité technique dans les deux (2) jours ouvrables suivants d'après le format donné. Une commande subséquente doit être obtenue de l'autorité technique avant d'effectuer des travaux supplémentaires.

Tous les matériaux ou le temps de travail supplémentaires doivent être approuvés par l'autorité technique. La commande subséquente sera ensuite modifiée afin de comprendre les matériaux et le temps de travail supplémentaires.

L'entrepreneur doit signaler à l'avance à l'autorité technique à quel moment l'entretien sera effectué, de sorte que ce dernier pourra vérifier que le travail est bien terminé selon l'énoncé des travaux.

2. Irrigation – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de procéder au démarrage, au printemps, et à la fermeture, en hiver, des systèmes d'irrigation sur le site. Les travaux supplémentaires d'irrigation peuvent inclure la fourniture de pièces et de main-d'œuvre pour la réparation des systèmes d'irrigation défectueux.

3. Végétaux – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir et d'installer des arbres, des arbustes, des vivaces et des plantes annuelles, y compris des plantes tropicales. Ces plantes peuvent remplacer des plantes mortes ou manquantes dans les plates-bandes, les jardinières ou les toits verts existants.

L'entretien des plates-bandes, des arbres, des jardinières ou des toits verts nouvellement ajoutés au site fera l'objet d'une modification au contrat, au besoin.

Les arbres et les arbustes doivent être garantis un an. Si un arbre ou un arbuste doit être remplacé conformément à la garantie, la garantie d'un an recommencera lorsque l'arbre ou l'arbuste de remplacement sera planté.

Les travaux supplémentaires visant les arbres peuvent inclure la création d'une cuvette autour d'un arbre pour une année et la pose de piquets, de haubans et de corsets pour protéger les arbres contre les rongeurs. Après la première année, la cuvette, les piquets et les haubans doivent être enlevés et du paillis doit être placé autour de l'arbre.

Des travaux supplémentaires pourraient être requis pour l'amendement du sol ou du milieu de culture ou l'ajout de sols ou de milieux de culture. L'arrosage des nouvelles plantes jusqu'à leur établissement est un supplément. Sur demande, des travaux supplémentaires pourraient devoir être réalisés pour la fertilisation des végétaux. La fourniture et l'installation de paillis dans les

jardinières, nouvelles ou existantes, qui ne figurent pas dans l'Énoncé des travaux, seront considérées comme un supplément. Des travaux supplémentaires pour le désherbage pourraient devoir être exécutés.

4. Pierres emboîtables, dalles de patio, pierres perméables et muret de pierres – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de soulever et de replacer des pierres emboîtables ou des dalles de patio. Ces travaux englobent la fixation de la base pour assurer la création d'une base compacte de 12 po et d'une bordure de séparation, ainsi que le remplacement des pierres emboîtables et des dalles de patio fissurées. L'entrepreneur doit veiller à ce qu'il n'y ait aucune accumulation d'eau à la surface et que l'eau s'écoule loin des bâtiments.

On peut demander à l'entrepreneur de remplacer des dalles de patio ou des pierres emboîtables fissurées dans les allées, les entrées et les patios existants. Cela ne s'applique pas aux pierres et aux dalles endommagées à la suite des activités d'entretien du site de l'entrepreneur.

5. Granulats, terre végétale et paillis – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir et d'installer du gravier, de la roche de rivière, de la poussière de pierre, du sable, de la terre végétale, des milieux de culture ou du paillis.

6. Travaux de réparation à la route ou au stationnement – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur d'exécuter des travaux de réparation aux routes et aux stationnements, notamment la réparation de l'asphalte par rapiéçage à froid, l'ajout de gravier et le nivellement.

7. Arbres, buissons et arbustes – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur d'enlever les arbres morts ou malades, de broyer les souches, de couper du bois, d'enlever les broussailles et les arbres qui empiètent sur les routes et les trottoirs, d'élaguer les arbres, d'enlever les piquets d'arbres, de placer du paillis autour d'un arbre ou du paillis sous un groupe d'arbres et d'arbustes, et de fertiliser les arbres et les arbustes.

8. Pelouses – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur d'exécuter des travaux pour l'aération, le terreautage, l'ensemencement et la fertilisation des pelouses. L'entrepreneur pourrait devoir fournir et placer des mottes de gazon et des couvertures végétales ou réparer les pelouses endommagées. Ces travaux englobent la préparation adéquate de la zone de travail comme le nivellement et l'ajout de terre végétale, l'arrosage et la fertilisation. Ces travaux seront sous garantie jusqu'à leur acceptation par le responsable technique, après deux tontes.

L'entrepreneur pourrait devoir exécuter d'autres travaux de tonte, de taillage de bordure et de fauchage.

9. Terrains de sport – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de peindre des lignes sur des terrains de soccer et de baseball, de procéder au hersage des pistes de sport et de passer le motoculteur dans les terrains de jeu et de volley-ball.

10. Fourniture et installation de matériaux – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir et d'installer des articles comme des poubelles, des boîtes à mégots, des cendriers, des jardinières, des corsets d'arbre, des clôtures, des bordures, des barrières en béton, des boîtes pour l'entreposage du sel et des dos d'âne (l'installation peut être temporaire).

11. Désherbage – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de pulvériser les mauvaises herbes comme l'herbe à puce ou le chêne vénéneux. La pulvérisation de la mousse et l'enlèvement de la mousse sur les toits verts peuvent être demandés.

12. Lutte antiparasitaire – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir des services supplémentaires de lutte antiparasitaire comme mettre des poils de chien dans les terriers de marmottes, remplir les terriers de marmottes et enlever des oiseaux morts.

13. Entretien et réparation du toit vert – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir des services supplémentaires liés au toit vert comme l'installation ou l'enlèvement de milieux de culture ou de dalles de patio, ou l'installation de mottes de gazon ou de végétaux. L'arrosage et la fertilisation de nouveaux végétaux pourraient être demandés.

14. Services supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir des services supplémentaires comme le déneigement, le déplacement des jardinières, des boîtes d'entreposage pour le sel, des clôtures et des poubelles, la peinture ou la réparation des bancs et des poubelles, le balayage, le lavage sous pression, l'arrosage, le ramassage et l'enlèvement des ordures autres que les déchets ordinaires, et la réparation de clôtures.